

La Tribune Libre

#40

ÉDITO

En cette nouvelle année 2011, comment se joindre aux souhaits de circonstances, se mêler au concert des vœux tout en pensant à ce faux semblant qui ne manque pas de se dégager de tout ce rituel? La pensée magique semble perdre en intensité, est-ce un mal pour autant? La philosophe Michela Marzano venue débattre de « défiance » en novembre dernier proposait de remettre plus de vérité et de lucidité dans les discours. En 2011 nous n'avons pas envie de nous leurrer. Peut-être faut-il plutôt nous indigner comme le propose Stéphane Hessel?

A l'Institut Kervégan, nous souhaitons avant tout comprendre, croiser les analyses, échanger, dans une éthique de la discussion, tolérants, respectueux mais sans complaisance inutile. Chaque année les adhérents choisissent des sujets à mettre sur la table, en fonction de préoccupations partagées. Il ressort de leur choix une certaine continuité dans les questionnements liés à la prospective territoriale, quelle que soit l'échelle à laquelle on se place : ainsi deux ateliers de réflexion se sont constitués, l'un sur la dimension internationale de notre métropole, l'autre sur les liens effectifs

existant entre Nantes et Rennes. Bernard Constantin, Professeur associé à l'IEP de Lyon sera notre invité lors de notre prochaine séance d'info-débat, le 7 février pour parler de métropolisation. Le 22 février, l'architecte Roland Castro présentera un concept inattendu mais prometteur : le village vertical, comme alternative à l'étalement urbain autour des grandes agglomérations, sujet de notre dernier ouvrage. Le 13 avril nous écouterons Dominique Luneau sur les enjeux de la réforme des collectivités à notre échelle locale. Puis, l'intervention le 23 mars de Jean Christophe Victor sur la géopolitique de l'eau nous rappellera que nous sommes inscrits dans un territoire planétaire dont il faut bien avoir conscience pour ne pas finir, comme le disait Hubert Védrine il y a peu en conférence à la CCI de Nantes-St.Nazaire, tels les « *bisounours du village global* ».

D'autres démarches sont engagées au sein d'IK, que ce soit l'atelier sur l'innovation et l'interdisciplinarité, la réflexion sur l'avenir de l'enseignement supérieur ou sur les conflits inter-générationnels. Elles témoignent d'un besoin sous-jacent et transversal :

celui d'accompagner et favoriser dans notre société du XXI^{ème} siècle une véritable mutation culturelle. Il y a des verrous à faire sauter, des passerelles à bâtir : entre les filières d'enseignement supérieur, entre les disciplines, comme l'a proposé l'économiste Philippe Aghion lors de sa conférence du 12 janvier ; entre les générations comme nous l'expliquera le 12 mai le sociologue Louis Chauvel, on pourrait dire aussi, entre les milieux professionnels, sociaux, culturels, entre les territoires d'ici et d'ailleurs.

Une occasion nous est donnée d'organiser la conférence de Louis Chauvel du 12 mai, sur le *destin des générations* en partenariat avec la médiathèque Luce Courville de Nantes-Nord dans le cadre de son cycle *Y'a des mots, Y'a débat*. C'est une opportunité intéressante à saisir pour faire se rencontrer des publics qui ne se croisent pas si souvent dans l'espace urbain et décentraliser nos débats.

Stéphanie RABAUD
Directrice Générale
de L'Institut Kervégan

>>> TL n°40 - Janvier/février 2011.

La Tribune Libre est une publication de l'Institut Kervégan.

Directrice de la rédaction :

Stéphanie Rabaud

stephanie.rabaud@institut-kervegan.com

Réalisation :

Aurore Vuillemin

aurore.vuillemin@institut-kervegan.com



Institut Kervégan

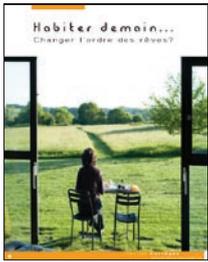
42 Bis Rue Fouré - 44 000 Nantes

Tél. 09 64 47 45 45 - Fax 09 71 70 31 66

info@institut-kervegan.com - www.institut-kervegan.com

A l'occasion de la sortie du dernier livre de Kervégan...

L'avis d'un adhérent sur la question du logement :



Habiter demain...

La seule variable éventuelle : le foncier

La nouvelle publication émanant des études conduites sur le thème du logement par l'Institut Kervégan interroge par son sous-titre « Changer l'ordre des rêves ? »

La dernière parution de la revue Place Publique abordait également les problèmes à résoudre dans la conduite des politiques urbaines, sur la nécessité de limiter l'étalement urbain pour une ville plus compacte...

La question du prix du logement, point important voire central mérite un examen particulier, qu'il s'agisse du prix du loyer et des charges qui s'y rapportent, ou encore du prix de vente ou d'achat, en neuf comme en ancien ou en « occasion », sachant que l'ancien fait le neuf.

Or, le prix est toujours l'une des données fondamentales dans la prise de décision relative à la vente, à l'acquisition ou à la location du logement, quelque soit la qualité de l'interlocuteur concerné : accédant, vendeur, locataire, investisseur...

Et comment sont constitués ou fabriqués les prix en question dans l'immobilier neuf, en vue de la mise en service?

Les différents éléments qui contribuent au prix final peuvent être regroupés dans les trois rubriques suivantes :

- Le coût de construction du bâtiment proprement dit, dans sa complexité et son occupation de l'espace, comme dans sa dimension, surface, hauteur, épaisseur, niveau des prestations recherchées...

- Les honoraires et commissions de toute nature se rapportant à cette opération de construction, maîtrise d'œuvre, ingénierie, assurances, sécurité, commercialisation, publicité...

- Le foncier aménagé et équipé pour desservir convenablement l'immeuble, réseaux pour l'assainissement, l'eau, le gaz, l'électricité, le téléphone, la voirie, les parkings ou les aires de stationnement...

Il revient au maître d'ouvrage, commanditaire et donneur d'ordre de l'opération, de faire en sorte que la construction projetée puisse être réalisée dans son enveloppe financière.

A lui de veiller à l'optimisation nécessaire tenant compte des dispositions en vigueur qui n'ont pas cessé de s'accumuler au fil des ans du fait du législateur ou de la réglementation, les coûts évoluant à la hausse en conséquence.

Autrement dit, sauf à négliger ou minimiser les exigences de qualité, le maître d'ouvrage ne pourra guère agir sur les éléments décrits dans les deux premières rubriques.

La seule variable éventuelle pourrait ou devrait être le foncier, si l'offre foncière est abondante au-delà de la stricte demande.

Seule l'abondance de l'offre permet de peser efficacement sur les prix.

Il revient donc aux instances en charge de cette offre foncière d'organiser cette abondance et donc de faire apparaître la concurrence en favorisant la libéralisation de ces droits à construire en étant attentif à la réalisation d'une ville plus compacte.

Ainsi, l'offre foncière sera plus fluide et permettra de limiter les charges foncières, au bénéfice de l'acquéreur du terrain et donc du client final, locataire ou accédant.

En outre, elle aura des effets positifs dans le domaine du renouvellement de la ville sur elle-même évitant cet étalement urbain, consommateur d'espaces et de déplacements.

Elle sera d'autant mieux admise que l'opération envisagée sera présentée aux futurs riverains habitants aux alentours, dans des conditions propices aux échanges et aux explications indispensables. Mais ce dernier point est une autre affaire.

par Jean NEUILLY

>> Vos réactions >> commentez ces articles >> contact@institut-kervegan.com



Langue(s), culture(s), identité(s)

L'identité est aussi faite de la certitude de pouvoir se construire

Dans les bons lycées classiques d'Alger, d'Oran, Constantine, Bône, avant la guerre d'indépendance de l'Algérie, et comme cela se passait à Bordeaux, à Grenoble, ou à Marseille, on « faisait » du latin, de l'anglais, de l'allemand, et de plus, à partir de la quatrième, du grec ou une deuxième langue vivante. C'est à ce titre seulement, éventuellement, que l'on pouvait choisir l'arabe.

Comme cette dernière langue n'était pas non plus enseignée dans les écoles primaires, elle n'était finalement connue que des arabophones, à une petite minorité « européenne » près, celle qui vivait au contact des ruraux des périphéries urbaines, et pouvaient ainsi la pratiquer. Ainsi dans les écoles et les lycées nos camarades arabophones avaient le privilège de connaître une langue de plus, ce qui ne les empêchait pas de pratiquer, parfois mieux que nous, le français. A côté de ce système « français » de droit commun, il y avait certes un enseignement arabe traditionnel dans les écoles coraniques et les médersas, auxquelles avaient seuls accès les musulmans.

C'était cela l'instruction publique, et l'éducation de la jeunesse à Alger et dans toutes les grandes villes d'Algérie, sous les troisième et quatrième Républiques, pour les millions de jeunes des départements algériens. Cela a durablement laissé à beaucoup un goût de « trop peu », et un regret quasi définitif de ne pas savoir, et de ne pas pouvoir parler ni comprendre la culture d'autrui, son voisin.

Cette analyse schématique peut elle amener les français d'aujourd'hui, 50 ans après l'indépendance de l'Algérie, à revoir leur approche des langues et des cultures régionales et minoritaires en France ?

La France actuelle comprend quelques millions de citoyens d'origine maghrébine, de la première, de la seconde ou troisième génération, ou d'autres, qui sont d'origine turque, ou d'un autre pays

du moyen-Orient, les kurdes par exemple, ou les libanais. Cet afflux de minorités du sud de la Méditerranée est assez récent, même pour les nord-africains. Il est à peu près concomitant de la guerre d'Algérie et de l'indépendance, sans être nécessairement lié à ces événements forts et traumatisants. On rappellera que la plupart des travailleurs nord-africains ont été appelés en France par et pour le développement économique sans pareil des « trente glorieuses ». C'est un fait que près d'un français sur dix provient actuellement de cette origine, auxquels s'ajoutent d'autres immigrants généralement plus récents de même provenance venus pour quitter la misère de leur pays d'origine, sa ruine politique, et rejoindre sinon le mirage français tout au moins implanté en France, dans l'espoir d'une formation et d'un travail. Ces chiffres importent peu d'ailleurs et sont difficilement vérifiables, les fichiers ne pouvant pas faire état de la provenance ethnique ou religieuse, ou encore de la langue maternelle, des personnes.

La langue parlée est un élément essentiel du statut effectif, culturel, matériel et socio-économique d'une population. Elle joue, c'est vrai, un rôle important dans la bonne intégration dans la société d'accueil. Aussi est-il nécessaire que notre langue soit fortement proposée aux arrivants, et encore plus à leurs enfants qui prétendent à la citoyenneté, ou en ont hérité. Mais il faut aller plus loin. Considérant que le multilinguisme est une richesse, comme la diversité culturelle, il faut porter une attention particulière aux langues maternelles de ces nouveaux arrivants, qui viennent avec une identité, et une culture, et ne doivent nullement avoir à y renoncer pour faciliter le succès de leur nouveau parcours, et l'acquisition de leur nouvelle identité. Leurs enfants aussi doivent pouvoir parler correctement leur langue maternelle, celle de leurs parents et de leurs grands-parents. Cela renforcera les liens familiaux,

toujours utiles et nécessaires à un bon épanouissement et une bonne éducation dans quelque pays que ce soit. Ils connaîtront ainsi leurs premières racines et une partie importante de leur identité, au lieu de fantasmer dessus, et de se contenter de rechercher leur identité, et la langue qu'on ne leur aura pas apprise, dans des pratiques marginales, voire dans une conception extrême de leur religion, qui leur servirait de « grand tout » culturel, et d'unique repère culturel et identitaire, en opposition à la culture dominante.

En acceptant de prendre en compte les langues d'origine on s'apercevra d'ailleurs de leur multiplicité, et donc des différences entre ces langues minoritaires : l'arabe classique n'est pas l'arabe parlé, et c'est une très belle langue d'une extrême richesse littéraire, qui permet certes de lire le Coran, mais aussi toute une vaste littérature ancienne et contemporaine, (la presse par exemple), provenant d'une vaste partie du monde. C'est d'ailleurs aussi la langue de minorités chrétiennes fort cultivées, au Liban, en Syrie, en Palestine, en Egypte, en Irak et ailleurs. D'autres parties importantes de ces populations immigrées ne parlent d'ailleurs pas l'arabe, mais les langues berbère, turque, kurde... qui ne sauraient être négligées ni confondues.

Sans doute convient-il alors de proposer, chez nous, c'est-à-dire chez eux, aux parents et surtout aux enfants intéressés, de pouvoir suivre, parallèlement, sérieusement et durablement, un enseignement de leur langue maternelle, ou de celle de leurs parents, dès les classes maternelles, et les crèches. Pour les jeunes ces enseignements viendraient en plus du cursus normal, l'arabe ou la langue d'origine pourrait cependant remplacer l'apprentissage d'une autre langue, étrangère ou régionale (le breton...), en deuxième ou troisième langue. Actuellement quelques enseignements d'arabe sont proposés dans quelques établissements, mais en



nombre très insuffisant, donnés par trop peu de professeurs de langues ayant un statut d'enseignant de l'Education nationale. A défaut de l'organisation et de la banalisation de cet enseignement officiel, il y a, et il y aura, de plus en plus d'enseignements délivrés dans des établissements confessionnels, ou dans les centres culturels annexes des mosquées, voire par des groupes incontrôlés.

Ajoutons aussi tout de suite que l'apprentissage de la langue (et de la culture) des minorités nationales doit tout autant être proposé aux autres jeunes français, au même titre que l'italien, l'allemand, l'espagnol, le portugais et l'anglais ou autres langues de nos concitoyens européens. Pour bien se connaître, et se reconnaître, et même bien connaître sa propre identité, il convient de connaître l'identité de l'autre. Ceci s'impose d'autant plus lorsque celui-ci est un concitoyen. Car derrière la langue il y a la littérature, l'histoire, la civilisation.

Ce débat sur les identités, nationale, régionales, minoritaires et autres, est un débat essentiel et sans fin. Le débat est délicat, mais le refus de débattre entretient les peurs, les replis ; c'est d'ailleurs parfois un aveu de faiblesse.

Ainsi derrière la langue maternelle il y a aussi le débat sur les identités.

De quoi sont faites nos identités ? Disons tout d'abord qu'elles ne sont pas monolithiques, mais variées à l'infini. Elles existent, très fortement. On les ressent, on les recherche, on s'en prévaut. On est fortement renvoyé à son identité nationale lorsque l'on vit à l'étranger, et ceci même lorsque l'on s'en défend. On s'inquiète, et on s'interroge en permanence sur l'identité d'autrui, pour l'approcher, travailler, vivre en bonne entente ou intimité avec lui.

Mais qu'est-ce que l'identité ? Pour nous-même, en notre for intérieur, quelle est la réalité de notre identité ? C'est notre personnalité, qui répond à la question de savoir qui nous sommes. Cette identité personnelle est multiple, forte, évolutive. Faite aussi d'aspirations, elle est en devenir, mais elle repose aussi sur un passé plus ou moins connu, reconnu, et sur la certitude ou l'espoir d'être ou de devenir ceci ou cela. On doit pouvoir changer de profession, de lieu de résidence, voire encore de citoyenneté en émigrant à l'étranger, voire de confession, tout en restant nous-même, au fond de nous

-même. Ainsi l'identité est aussi faite de la certitude de pouvoir se construire, voire en jouant sur les mots, de se --« déconstruire » et reconstruire. Tout homme porte ainsi son identité avec lui, où qu'il soit. Il a ses racines identitaires, personnelles, en lui-même. C'est du moins ce que nous croyons, dans une conception fortement individualiste de la personne. Mais il y a d'autres éléments d'identité, plus collectifs, voire communautaires, très prégnants qui laissent en nous la marque d'un certain contrôle social, et d'une réalité culturelle : la famille, la religion, le pays, au sens braudélien (auvergnat, gascon, de tel ou tel pays...) ... On ne peut pas vivre pleinement sans une identité bien établie, et reconnue, faite de plusieurs liens, et de plusieurs volets. Il faut les connaître, voire les accepter, pour être conscient et libre, y compris à leur égard.

Ainsi, la place et les liens respectifs des identités, des langues, des minorités ne peuvent pas cesser d'évoluer. Pour se connaître et s'accepter il convient d'en parler, et d'aller vers une large reconnaissance.

par André-Hubert MESNARD

C'est la chute finale

Alors, transcender nos égoïsmes et se fixer quelques balises

Cela faisait un peu plus de 2 ans que s'était déclenché le « tsunami » financier qui devait dégonfler la bulle immobilière américaine, faire chavirer le modèle illusionniste d'un « dragon vert », et déstabiliser les fragiles mécanismes de solidarité européenne.

Le G 20 s'était réuni à Séoul et qu'importe que certains l'aient rebaptisé « G vain » la seule réalité qui comptait était d'un côté le dialogue « off » du G 2 (Etats-Unis/Chine) et de l'autre une France coincée entre un 11 novembre et un remaniement dominical d'un pays qui semblait battre en retraite !

On était soi-disant en train de sortir de la crise et 2011 serait l'année de la reprise de la croissance. Mais de quelle crise et de quelle croissance parle-t-on ?

Dans les ténèbres de novembre les clients d'hier se demandaient pourquoi on cherchait si précocement à les « divertir » de réalités comptables angoissantes par un jeu de lumières et de vitrines décalées qui semblaient rejouer l'air du « tout va très bien Madame la marquise ». Le Père Noël est une ordure ! Tout le monde le sait déjà depuis fort longtemps.

Dans les rues de Compiègne, des Conti désabusés cherchaient à oublier la farce du Cabinet de reclassement puis s'en

allaient regarder à la télévision cette France footballistique conquérante qui inscrivait dans la légende une victoire historique outre-manche, que seules venaient ternir à la mi-temps les annonces des sponsors de l'équipe nationale parmi lesquels figurait en bonne place les fameux pneumatiques. Il est vrai que l'usine de Timisoara tournait à plein régime et que l'action boursière de l'entreprise se tenait fort bien, dopée par les perspectives de développement en Chine, au Brésil ou en Inde...



Au même moment un périodique professionnel décernait son prix de l'éthique 2010 à Florence Aubenas que son ouvrage « Le quai de Ouistreham » avait rendue incontournable aux yeux des « oubliés de la précarité » prêts à occulter de nouveau très vite ce monde de « sans emploi » où seules des heures sont à vendre.

Mais n'assistait-on pas, plus vraisemblablement, à une accélération des symptômes de malaises répétés d'un quinquana en état de « post-coma consumériste » que l'on a pensé, ou voulu laisser à penser, pouvoir assumer une compétition effrénée avec des pucaux affamés prêts à tout pour dévorer la chair.

C'est sans doute ce qui expliquait la perception dans le pays d'une vraie dépression collective allant bien plus loin que les sinistres saisonnières, le sentiment de la chute finale d'une longue période aux équilibres imparfaits mais somme toute globalement rassurants.

1918 marqua l'apparition des Etats-Unis en tant que puissance mondiale, l'après-45 acta la fin de la notion de puissance pour la France et la Grande-Bretagne masquée en partie pendant 50 ans par le prisme colonial ou son frère jumeau l'hypocrisie de l'après décolonisation. 2008 symbolisera peut-être le début de la passation de témoin au niveau mondial et la vertigineuse fragilité des principaux pays européens pris individuellement et pourtant membres es qualité du G20.

En ce début d'année 2011, l'Europe reste globalement vécue comme un continent définitivement vieux qu'une surcharge pondérale empêcherait de concourir dans un monde d'ultra-concurrence, coincé entre une préoccupation écologique indispensable mais insuffisamment appliquée à nos modes de vie, et les croissances matérielles exponentielles de pays trustant l'emploi dans tous les domaines

symbolisant il y a encore peu notre révolution industrielle et post-industrielle. Et pourtant il ne peut pas y avoir comme seule alternative de choisir entre mourir seul tout de suite ou, collectivement, dans un futur plus ou moins proche, après épuisement de notre planète.

Alors ne nous faut-il pas un peu de volonté, transcender nos égoïsmes (mais est-ce trop demander) et se fixer quelques balises ?

Pour cela nous devons :

- savoir faire plus et mieux d'Europe autour d'un projet politique revisité qui tienne compte réellement du monde de l'après 11 septembre, de la nouvelle donne depuis 20 ans au sein d'un continent décloisonné à défaut d'être réellement uni et des effets parfois déstabilisants des nouvelles technologies sur la notion d'appartenance.
- intégrer que la zone Europe-Afrique doit être perçue comme l'un des grands blocs de continuité territoriale à l'échelle mondiale dont il serait vain de vouloir s'abstraire, chacun de ces blocs (parfois un seul pays pour les « BRIC »¹ notamment) ne pouvant faire l'économie d'une prise en compte de l'extrême pauvreté.
- faire le deuil de Napoléon, tant dans notre rapport psychologique au monde autour du concept d'Etat-puissance que dans l'organisation de nos pouvoirs et le cloisonnement de nos compétences, et savoir reconnaître les bienfaits d'un nouveau rôle d'influence.
- savoir discerner entre le fondamental et le négociable
- savoir mobiliser les gouvernants et les gouvernés dans une relation apaisée et plus équilibrée qui tienne à la fois compte du passage à une nouvelle époque, celle de la fin des recettes globales des idéologies « totalisantes », tout en

préservant une nécessaire écriture collective.

Les 30 « glorieuses » et la gestion lâche des 30 « peureuses » ne nous facilitent sans doute pas une lecture sereine de l'époque. Elles nous ont un peu « formolisé » et le réveil de l'anesthésie est quelque peu nauséux. Nous en avons même oublié que la démocratie n'est pas une évidence et qu'elle a plus besoin d'être vécue que protégée. Elle est le fruit d'un combat et non le ventre mou d'un esprit de tolérance. C'est en en prenant réellement conscience que nous pourrions répondre pied à pied à toute forme de provocation destinée à ridiculiser et à tout le moins discréditer les fondements de notre édifice.

Ou alors nous n'aurions plus qu'à emboîter le pas du « badaud du dimanche » du chansonnier Georgius qui « avec son petit galurin, son inséparable pépin, déambule... »

Pour cela il nous faut sonder le cœur des Sages tels Stéphane Hessel, co-rédacteur de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948, qui de ses 93 ans nous invite à « une véritable insurrection pacifique contre les moyens de communication de masse, le mépris des plus faibles et de la culture, l'amnésie généralisée et la compétition à outrance de tous contre tous ».²

N'abandonnons pas l'Esprit des Lumières au détour du siècle du néon si aveuglant qu'il confine aux ténèbres...

Alors, **INDIGNEZ-VOUS et BONNE ANNEE 2011 !!!**

par Jean Jacques DERRIEN

(1) (Brésil Russie Inde Chine)

(2) in « Indignez-vous » de Stéphane Hessel 2010 aux éditions Indigène



Le sens du temps

Le travail : facteur clef de la répartition du temps de vie

Que restera-t-il du temps politique de 2010 ? La réformette des retraites, qui malgré son peu d'envergure provoquait un débat laissant peu de place à l'indifférence en France ? Si le même débat était étendu simultanément à l'Europe toute entière, il est vraisemblable que celle-ci n'y résisterait pas. Mais astucieusement, les états membres ne débâtent jamais ensemble, ce qui évite la polymérisation des renâclements sociaux.

Pourtant les arguments en faveur de l'allongement du temps de travail semblent limpides : comme on vit plus longtemps, qu'il faut manger pour vivre et travailler pour manger il est logique de travailler plus. Ils sont cependant teintés d'anachronisme : toujours, le temps de travail a été orienté à la réduction, en particulier depuis la révolution industrielle du 18ème siècle.

Mais la retraite touche à un élément fondamental de l'humain : son temps de vie. Or, l'association du travail à la vie ne va pas de soi pour tout le monde. Ainsi va la vie sociale depuis que le travail ne nourrit que par commerce interposé de produits spécialisés issus d'un savoir faire spécifique.

Retraite veut dire retour sur investissement du temps consacré à une société commerçante et aux savoirs différenciés, en contre partie d'un travail fourni pour autrui.

Un retour sur le sens du travail, du temps, du savoir n'est pas inutile pour appréhender le rejet de l'idée d'augmentation du temps de travail.

Le travail exprime une force qui grâce à une puissance va imprimer un déplacement en un temps donné. L'énergie est le produit de la puissance par le temps. Plus on travaille longtemps plus on produit d'énergie, mais aussi plus on en consomme car le rendement est loin d'être optimal. On pourrait même dire que plus on travaille longtemps moins le rendement est bon car la consommation d'énergie induit une usure.

Trois éléments ajoutent de la complexité à la notion de travail :

- Le ressenti du travail est assez différent selon qu'on questionne un possédant de l'outil de production ou celui qui effectivement produit l'énergie : le premier souhaiterait que les enfants, les adultes et les seniors travaillent tous les jours et avec le minimum vital de pauses alors que le second souhaiterait avoir un maximum de temps libre pour faire autre chose que travailler, ou au minimum, que l'énergie dépensée ait un rendement maximal pour lui. Le hiatus est flagrant dans certaines sociétés commerciales qui ont du mal à comprendre, contrairement aux seigneurs du haut moyen âge, qu'un esclave mal nourri n'a jamais fait un producteur bien performant. Si l'enthousiasme au travail était identique pour tous, les retraites plus ou moins longues ne poseraient pas le moindre problème.

- Le deuxième phénomène profondément moderne est que l'information devient en soi une force organisationnelle qui augmente le rendement. Plus on est sachant et plus le rendement du travail progresse car fabriquer une machine pour faire le travail de dix personnes par exemple devient possible. Qui dès lors est possesseur du savoir ? S'agit-il d'un bien collectif accumulé au cours du temps ? (alors l'amélioration du rendement qui se traduit en particulier par l'augmentation du temps de vie doit être partagé sans distinction entre tous). Ou bien le savoir est-il lié à la notion de produit ? (donc jamais redistribué quelle que soit la productivité). Si les tenants de la mondialisation capitaliste étaient sincères, ils chercheraient à augmenter le savoir sous toutes ses formes pour augmenter la productivité au lieu de le brider. Une réforme des retraites logique serait alors d'augmenter le temps d'études, ce qui ne serait peut être pas inutile pour valoriser d'une part des différences culturelles qui sont en jachère et d'autre part rendre accessible à tous des savoirs qui augmentent de façon exponentielle, sans oublier ceux du passé.

- Le troisième élément est le vivant : un humain comme n'importe quel être vivant est détenteur d'un bien : celui de pouvoir se renouveler au bout d'un temps variable selon les espèces et, le devoir biologique accompli, d'attendre tranquillement que l'usure fasse son œuvre. Il s'agit là d'un temps intrinsèque, totalement distinct de la durée du temps de travail et sur laquelle une société véritablement évoluée ne devrait pas pouvoir influencer, que ce soit par la guerre ou le travail. Une première morale suggérerait que ce temps devrait être identique pour tous et en tous cas optimisé de façon à ce qu'on puisse vivre le plus longtemps possible. Les revenus du progrès seraient affectés à cette augmentation du temps de vie autant qu'à l'amélioration de la qualité de ce temps. A l'autre extrémité une logique malthusienne, consisterait à dire que les plus résistants au travail vivent plus longtemps et se reproduisant plus à terme finissent par former un clone de travailleurs parfaits (quoiqu'incapable d'adaptation organisationnelle et donc d'amélioration de productivité).

Le travail apparaît donc un facteur clef quant à la répartition du temps de vie de l'individu. L'allongement du temps de travail produira plus d'énergie mais avec un rendement de plus en plus mauvais puisque les individus sont plus âgés et entraînera une réduction du temps de vie par production accrue de facteurs de vieillissement.

La question qui apparaît en filigrane mais qui n'est jamais posée ni même discutée est le sens social du temps de vie. Il est des sujets pour lesquels le vote est absurde et le sens de la vie en est un. Ce n'est pas du ressort de la société. Les retraites de ce point de vue n'ont qu'une dimension comptable et minimaliste.

Y a-t-il bien consensus, sans parler de certitude, sur l'idée que le travail est fin en soi du processus vital dans la mesure où le fruit du travail abouti de facto à des inégalités, sans présumer de leur intérêt ou non ?



Toucher aux retraites, c'est toucher au sens du temps de vie de l'individu. Dans une société pléthorique, surabondante, y compris dans le nombre de ses chômeurs, il ne serait peut-être pas illogique, au lieu de vouloir augmenter le temps de travail, d'augmenter le niveau de formation générale. Alors que les connaissances augmentent de manière exponentielle, le nombre obligatoire d'heures élémentaires

enseignées diminue au point d'envisager comme progrès un accord sur le contenu minimal d'un socle commun indispensable. Cette diminution du temps scolaire tant en valeur absolue, que relativement au temps de vie, implique aussi des choix en terme qualitatif de ce qui doit être enseigné. Mais comment choisir si la durée de vie augmentant, la visibilité de ce qui est utile diminue? Poser le problème

du temps de travail, c'est aussi poser la question du sens du temps. Se réfugier exclusivement dans la dimension comptable c'est escamoter une question fondamentale qui se posera inéluctablement avec de plus en plus d'acuité.

Par Thierry PATRICE

Le temps n'est pas un long sablier tranquille...

Une histoire de logarithme

En ce début d'une nouvelle année, et pour continuer des réflexions commencées sur le temps, je vous livre le fruit de modestes divagations.

On peut aborder le temps de diverses manières. Peut-être connaissez-vous le texte suivant, qui se ballade sur des diaporamas circulant sur internet : il traite de la valeur que l'on accorde au temps :

«- Pour apprendre la valeur d'une année, demande à un enfant le lendemain de Noël.

- Pour apprendre la valeur d'un mois, demande à la mère qui a mis au monde un enfant prématuré.

- Pour apprendre la valeur d'une semaine, demande à l'éditeur d'un journal hebdomadaire.

- Pour apprendre la valeur d'une heure, demande aux fiancés qui attendent de se revoir.

- Pour apprendre la valeur d'une minute, demande à celui qui a raté son train.

- Pour apprendre la valeur d'une seconde, demande à celui qui a eu un accident.

- Pour apprendre la valeur d'une milliseconde, demande à celui qui a gagné une médaille d'argent aux Jeux Olympiques.

... »
Il est une autre manière d'aborder le temps : par son ressenti, le temps personnel vécu.

Pourquoi quand nous étions à l'école élémentaire vers l'âge de 9 ans, les grandes vacances semblaient si loin, et une fois venues, comme elles semblaient longues ! Alors qu'arrivé ne serait-ce qu'à 20 ans, les années semblent s'accélérer et passer de plus vite en plus vite ?

Albert Jacquard dans une conférence de décembre 2004 : « Etres différents Etres égaux ? » aborde ce sujet d'une façon mathématique et passionnante.

Son propos extrapole la loi de Weber et Fechner qui stipule que « les sensations ne sont pas proportionnelles aux excitations... mais que la sensation est le logarithme de l'excitation ».

Si on met 100g dans une main, et qu'on y rajoute 10g, on a la sensation d'une augmentation. Si on met 200g et qu'on rajoute 20g, on a le sentiment que cela a augmenté de la même façon, au milligramme près. Il y a pourtant une différence de 10g, du double, et dans les deux cas il y a une augmentation de 10% : donc, ce que notre organisme perçoit n'est pas proportionnel à la cause de cette sensation mais à son logarithme, son exposant de 10. (log de 10 = 1 log de 20 = 1,30 différence entre les deux 0,3)

Transposé à la sensation du temps qui passe, du temps qu'on sent passer, qu'on ressent en nous, un être humain entre ses 60 et ses 66 ans, a augmenté de 10 % sa durée de vie ; entre 10 et 11 ans, il en

avait fait autant ! Les 6 années entre ses 60 et 66 ans lui font le même effet que l'année vécue entre ses 10 et 11 ans, en temps personnel intérieur !

Pour aller plus loin, à 1 an notre âge logarithmique est 0 ; si on vit jusqu'à 100 ans, on va vivre 10 à la puissance 2. A 100 ans notre âge logarithmique c'est 2. La moitié de 2 c'est 1 : 10 à la puissance 1, c'est 10 : et par conséquent quand on a vécu 10ans, on a senti le temps passer pour la moitié de sa vie !

Quand on comprend ça, on ne peut plus regarder un enfant de 10 ans de la même façon !

Et finalement à 84 ans soit 1,92 d'âge logarithmique, entre le monsieur qui se marie avec une dame de 24 ans soit 1,38, il n'y a « que » 0,54 de différence de sensation de vécu !!!

Et pour continuer à cogiter voire relativiser :

18 ans : 1,25 / 30 ans : 1,47 / 40 ans : 1,60
50 ans : 1,69 / 56 ans : 1,74 / 60 ans : 1,77
62 ans : 1,79 / 65 ans : 1,812 / 66 ans : 1,819
70 ans : 1,84 / 80 ans : 1,90 etc...

Finalement entre 60 et 65 ans, il n'y a que 0,02 d'âge ressenti... !

Par Catherine MAILLOT LERAT

>> A relire, Tribune Libre 38 sept.-oct. 2010 : « Si tu avais le temps » de Jean-Jacques DERRIEN



Focus |

| Les nouveaux adhérents |



Yoann BARDY

Nantais depuis septembre 2008, je suis originaire de la Région des Pays de la Loire où j'ai effectué une partie de mon parcours académique et professionnel. Titulaire d'un diplôme d'état d'École de Commerce (master 2), je suis depuis septembre 2009 Responsable d'Affaires au sein d'un centre d'appels où j'assure le développement commercial & marketing pour l'activité d'information juridique. Auparavant et durant 8 années, j'ai travaillé au sein d'un Groupe de conseil en Ressources Humaines à Paris, puis à Nantes.

Investi dans des organisations associatives depuis de nombreuses années (échanges culturels, organisation Rallye Renault 4L....) j'anime actuellement le réseau des diplômés de l'ESC Rennes sur les départements 44 et 49.

Ma volonté d'intégrer l'Institut Kervégan est motivée principalement par mes valeurs citoyennes et mon engagement civique. Lieu de partage et d'apprentissage je suis convaincu de la pertinence et de la profondeur des débats qui sont animés par et à l'Institut. Aussi, attentif au développement du territoire, je souhaite contribuer aux réflexions de sociétés dans le respect de tous.

Christian CALBOUR



La pratique de l'orthophonie pour une vaste population diverse en âge, en pathologie langagière, en profession, en culture, en vécu sociétal... m'a permis d'acquérir une large expérience clinique, de développer des habiletés sociales à communiquer, de structurer un savoir faire et un savoir être polyvalents ouverts à tous. En effet, le langage est à la croisée de nombreuses disciplines qu'il faut comprendre, incorporer et exprimer dans la relation de soin construite en coopération avec le patient. Mes vingt années

de vice-présidence d'Handitec* [Association qui a créé le salon AUTONOMIC], l'écriture d'articles et de livres scientifiques, l'organisation de colloques ou mes interventions dans des congrès, mon intérêt constant pour l'économie, l'ethnographie, l'éthologie, le design et l'ergonomie fonctionnelle... ont créé des connaissances que je souhaite partager et faire fructifier dans le cadre de l'Institut Kervégan qui, par nature, me paraît être un lieu novateur par son esprit de conception et de passage des savoirs.

* Handitec a pour but d'appliquer les technologies innovantes aux situations de handicap pour un coût le plus minime possible afin de banaliser leurs applications pour tous, avec un respect total de la personne. <http://www.handitec.com>

| La Prochaine Conférence-débat |

Soirée de Lancement du dernier ouvrage de l'Institut Kervégan « Habiter demain... Changer l'ordre des rêves ? » et ouverture d'un cycle de conférences :



La question du logement dans les métropoles ou comment vivre durablement la ville ?

#1 Invité : **Roland CASTRO** - Architecte

Présentation du projet *Habiter le ciel* et débat autour du « retour de la verticalité »

> **Mardi 22 février 2011 | Insula Café - 18h00**

* Conférence ouverte au public sur inscription par mail contact@institut-kervegan.com

A Noter

Adhésion à l'IK

Pour adhérer à l'Institut Kervégan, envoyer votre demande à :

info@institut-kervegan.com

Prix de l'adhésion 2011:

Individuel: 110 € (TR: 55 €)
Personne morale: de 500 à 2000 € selon C.A

Agenda

| Mercredi 23 mars 2011 | Insula Café - 18h30

La géopolitique de l'eau

> Invité:

Jean Christophe VICTOR,

Expert en géopolitique et présentateur de l'émission d'ARTE *Le dessous des cartes*.

Plus d'info

Pour tout renseignement

>>> **NOUS CONTACTER** <<<

| contact@institut-kervegan.com |

| tél. : 09 64 47 45 45 |

| 42 bis rue Fouré - Nantes |

www.institut-kervegan.com

